



2011

ASSEMBLÉES ANNUELLES
Groupe de la Banque mondiale
Fonds monétaire international
Washington, D.C.

23 septembre 2011

Discours d'ouverture de M. **HUBERT A. INGRAHAM**,
Président des Conseils des gouverneurs
et Gouverneur de la Banque et du Fonds pour le **COMMONWEALTH DES BAHAMAS**,
en séance plénière

**Discours d'ouverture de M. Hubert A. Ingraham,
Président des Conseils des gouverneurs
et Gouverneur de la Banque et du Fonds pour le Commonwealth des Bahamas,
en séance plénière**

Je vous souhaite la bienvenue à la 65^e session plénière des Conseils des Gouverneurs du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

Je tiens à saluer chaleureusement Mme Christine Lagarde dans ses nouvelles fonctions de Directrice générale du Fonds monétaire international. Je suis convaincu que sa vaste expérience lui permettra d'exercer le leadership exigé par la conjoncture actuelle.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, nous nous trouvons dans un paysage économique caractérisé par des perspectives mondiales moroses, une instabilité financière croissante et des incertitudes considérables alimentées par un cycle de risques souverains et la fragilité du système financier.

Ces difficultés économiques ont encore été aggravées par les bouleversements politiques et sociaux, les catastrophes naturelles ou causées par l'homme et l'instabilité des prix des produits de base qui ont marqué l'année écoulée. En dépit de tout cela, nous devons rester focalisés sur les préoccupations constantes suscitées par les conflits, la persistance de taux de chômage élevés, l'érosion de la confiance des consommateurs et les effets du changement climatique.

Durant l'année écoulée, le Groupe de la Banque mondiale a engagé un volume substantiel de ressources en faveur de ses membres. Le montant de l'aide accordée aux 79 pays les plus pauvres de la planète a dépassé les 16 milliards de dollars. Les engagements de l'IFC et de la MIGA ont représenté 12 et 2 milliards de dollars respectivement. Le FMI quant à lui a engagé plus de 222 milliards de dollars d'aide financière à ses États membres. Compte tenu des lourdes incertitudes qui planent sur l'économie mondiale, le FMI propose d'activer un nouvel accord d'emprunt qui lui donnerait accès à 300 milliards de dollars de financement.

Les préoccupations concernant la dette souveraine de plusieurs économies avancées, en particulier dans la zone euro, sont une cause majeure d'instabilité des marchés financiers mondiaux. La difficulté consiste à trouver un rythme d'ajustement budgétaire adapté à chaque pays, sachant que la trajectoire d'assainissement des finances publiques variera d'un pays à l'autre. Il faut par ailleurs rétablir la confiance des marchés dans le système financier international. À cette fin, le FMI, en collaboration étroite avec les institutions de l'UE, s'emploie déjà activement à fournir des financements aux pays le plus durement frappés par la crise de la dette souveraine, et il continuera de participer à la recherche de solutions.

En sus de ses opérations de prêt, le FMI s'est attaché à renforcer l'efficacité de ses conseils aux autorités nationales au cours des 12 derniers mois, en mettant l'accent sur la réforme et la réglementation du secteur financier.

Le chômage reste obstinément élevé, tant dans les pays avancés que dans les économies en développement. Le fort taux de chômage des jeunes en particulier

contribue souvent à alimenter les tensions sociales. Au cours des prochains jours, le Groupe de la Banque et le FMI examineront les moyens à mettre en œuvre pour stimuler l'emploi et soutenir la reprise économique.

Selon le Rapport sur le développement dans le monde 2012, l'égalité entre les hommes et les femmes est une dimension fondamentale du développement et un atout pour l'économie, car elle contribue à réduire la pauvreté, à accroître la productivité et à améliorer les autres résultats obtenus au plan du développement. Je vous engage à lire ce rapport et j'encourage le Groupe de la Banque à appliquer à plus grande échelle les programmes dont on sait qu'ils permettent effectivement de réduire les disparités entre hommes et femmes.

Il faut continuer de prêter attention aux difficultés auxquelles le monde arabe est confronté. Des mesures efficaces ciblées sur les pays clients doivent être prises avec le soutien de partenaires internationaux solides. En début d'année, la Banque a annoncé l'octroi d'une enveloppe de 6 milliards de dollars d'aide à l'Égypte et à la Tunisie au cours des deux prochaines années, tandis que l'IFC, conjointement avec la Banque islamique de développement, mobilisera un montant à hauteur de 2 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années par le biais de son initiative Éducation pour l'emploi. Le FMI pourrait allouer environ 35 milliards de dollars aux pays importateurs de pétrole dans la région pour aider, sur demande, à assurer une croissance durable et solidaire, à créer des emplois et à rehausser le niveau de vie.

Avec la résurgence des incertitudes pesant sur l'économie mondiale, nous prenons encore plus conscience du danger posé par la volatilité des prix des produits de base. Le niveau élevé des prix des denrées alimentaires et des produits de base constitue une menace pour les ménages pauvres, exacerbant ainsi les tensions économiques et sociales.

La Banque consacrera plus de 6 milliards de dollars au secteur agricole, soit une augmentation de plus de 2 milliards de dollars par rapport au montant dépensé il y a quelques années. L'IFC a lancé un nouvel instrument de gestion des risques associés aux prix qui fournira une aide à hauteur de 4 milliards de dollars pour protéger les producteurs et les consommateurs des pays en développement. Le FMI a entrepris une étude d'envergure sur l'impact de l'instabilité des prix des produits de base sur l'élaboration des politiques publiques, en particulier dans les pays où l'alimentation représente une part importante des dépenses de consommation.

La tragédie qui frappe la Corne de l'Afrique est une terrible illustration de ce qui se produit lorsque la fragilité de l'État, le climat et le niveau élevé des prix alimentaires combinent leurs effets. L'octroi par le Mécanisme de l'IDA de riposte aux crises d'un financement qui vient s'ajouter aux 440 millions de dollars fournis par le Groupe de la Banque est un premier pas dans la bonne direction. Je lance un appel pour que nous nous attachions tous ensemble à répondre aux besoins des plus démunis de la sous-région.

Comme nombre d'États des Caraïbes, les Bahamas sont une petite économie ouverte très dépendante du tourisme. Nous avons en commun avec les autres pays de la région d'être particulièrement exposés aux chocs économiques, aux effets du changement climatique et aux catastrophes naturelles. Notre sort économique est très étroitement lié à celui des États-Unis. La reprise devrait être caractérisée par une croissance molle et non créatrice d'emploi au cours des prochaines années, aussi la région devra-t-elle redoubler d'efforts pour pouvoir à la fois contenir le fardeau de la dette et investir prudemment

dans le secteur public. Les investissements étrangers directs se font rares à l'échelle internationale, et si nous voulons les attirer, nous devons aussi continuer d'améliorer le cadre de l'activité économique, accroître notre productivité et mettre délibérément à profit les occasions qui se présentent de diversifier davantage nos échanges. Nous pensons que cela donnera lieu à une collaboration renforcée et pluridimensionnelle entre le Groupe de la Banque et le FMI d'une part, et la région des Caraïbes et d'autres petits États insulaires ayant des caractéristiques similaires, d'autre part.

Durant l'année écoulée, la Banque a prêté son concours aux petits États membres insulaires des Caraïbes par le biais du Mécanisme d'assurance contre les risques de catastrophes dans les Caraïbes, et elle travaille à la mise en place de l'Initiative d'évaluation et de financement des risques liés aux catastrophes dans le Pacifique.

Le FMI continue par ailleurs d'apporter une aide financière aux États des Caraïbes, notamment aux pays frappés par des catastrophes naturelles, et de leur fournir une assistance technique via le Centre régional d'assistance technique des Caraïbes. Je pense que les améliorations qu'il est envisagé d'apporter aux instruments de financement du FMI permettront de mieux répondre aux besoins particuliers de nos petits pays vulnérables à revenu intermédiaire ; et que dans un contexte de ressources limitées, nos prestations d'assistance technique ont encore gagné en efficacité.

Il convient de saluer les efforts que la Banque et le FMI continuent de déployer pour réformer leurs structures de gouvernance institutionnelle. Cela étant, il reste encore beaucoup à faire.

La Banque a avancé sur ce dossier depuis les dernières Assemblées annuelles, et je suis heureux de souhaiter la bienvenue au troisième administrateur africain, qui a officiellement pris ses fonctions aux Conseils en novembre 2010. Je note également qu'IDA-16 a permis de reconstituer solidement les ressources de l'Association en se soldant par des annonces de contributions des bailleurs de fonds de 49,3 milliards de dollars. Ce succès doit beaucoup aux pays donateurs émergents, qui jouent un rôle grandissant en tant qu'actionnaires du Groupe de la Banque.

Comme vous le savez, à la fin de 2010, le Conseil des Gouverneurs du FMI a approuvé une réforme des quotes-parts et de la gouvernance qui prévoit le doublement des quotes-parts et la refonte radicale du Conseil d'administration—tous les Administrateurs devraient être élus et les marchés émergents pourraient gagner deux sièges. Ces réformes feront date. Une fois appliquées, elles constitueront une avancée notable dans la mise en place d'un filet de sécurité financière mondial plus solide et vers une meilleure représentation des pays membres au Conseil d'administration du FMI. Or, le temps presse. Aucun effort ne doit être épargné pour que ces réformes entrent en vigueur avant la date butoir des Assemblées annuelles 2012.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, les circonstances dans lesquelles se déroulent nos réunions cette année exigent que nous poursuivions l'action engagée pour rendre nos institutions plus souples, mieux à même de répondre aux besoins et davantage axées sur l'obtention de résultats. La démonstration probante de nos efforts ne résidera pas seulement dans les discours que nous prononçons, mais dans les améliorations tangibles qui seront apportées aux conditions de vie de nos populations dans les années qui viennent.

J'attends avec intérêt les discussions que nous aurons au cours des prochains jours sur les mesures à prendre pour trouver le chemin qui mène à une véritable reprise.
Je vous remercie de votre attention.